



Le Collectif RACINE, bras armé de Marine Le Pen dans l'Éducation Nationale

18/03/2014

<http://www.visa-isa.org/node/25494>

Le Collectif Racine est apparu il y a bientôt un an (tribune publiée en mai 2013 dans « Le Figaro ») et est fondé officiellement le 12 octobre 2013 en présence de la présidente du Front National, Marine Le Pen, et d'un de ses vice-président, Florian Philippot. C'est la première fois depuis la scission mégrétiste de 1998-1999 que ce parti, sous la couverture du Rassemblement Bleu Marine, tente de construire un outil politique au sein d'un milieu enseignant qui reste très réfractaire aux idées de l'extrême-droite (comme l'indique la faiblesse du vote enseignant en faveur de Marine Le Pen à la Présidentielle de 2012, autour de 5%). Cet article vise à faire le point sur le projet de ce collectif, ses idées et son impact sur le milieu enseignant.

I/ Un collectif au service du projet présidentiel de Marine Le Pen

Intervenant uniquement sur les problèmes scolaires dans leur tribune de mai 2013 comme dans leur conférence de presse d'octobre de la même année, les dirigeants du collectif Racine, deux professeurs de philosophie, Yannick Jaffré et Alain Avello, ont précisé leur engagement politique ces dernières semaines.

C'est particulièrement le cas pour le secrétaire général du Collectif, Alain Avello, qui est en troisième position sur la liste du FN-RBM aux élections municipales à Nantes. Il faut d'ailleurs noter que le tête de liste n'est autre que Christian Bouchet, cadre connu du courant nationaliste révolutionnaire, ce qui n'a pas l'air de gêner celui qui se présente comme un déçu du chevènementisme !

Dans son discours prononcé à Nantes le 14 février dernier, Alain Avello annonce clairement le projet politique du Collectif. Il s'agit selon lui « d'une part, de favoriser la pénétration des idées patriotes dans le milieu enseignant » -on détaillera ces idées dans la deuxième partie de cet article- et « d'autre part, de nous constituer...en véritable force de proposition dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017 », élection dont il espère qu'elle portera Marine Le Pen au pouvoir !

Le collectif Racine a donc une double fonction : faire la propagande de l'ensemble des idées d'extrême-droite portées par le FN-RBM dans le milieu enseignant, être un think-tank centré sur l'école au service de la candidate frontiste à la prochaine présidentielle. On peut donc constater qu'il veut avoir une fonction idéologique et une fonction politique mais pas une fonction de type syndical de défense des intérêts matériels et moraux des enseignants. Comme on le verra plus loin, il parle très peu de ces derniers, centrant son discours sur l'école et sa crise. Ce positionnement ressort certainement d'un choix mais il traduit aussi une contrainte : la défense du monde enseignant est déjà prise en charge par un nombre important d'organisations syndicales qui couvrent quasiment

toutes les sensibilités du milieu. Aller sur ce terrain ce serait donc aller à une défaite certaine. Ce qui ne signifie pas délaisser à plus long terme ce champ d'activité puisque une progression des idées marinistes chez les enseignants aurait forcément des conséquences sur le champ syndical de ce milieu...

Cette double fonction du Collectif se traduit dans le choix de ces moyens d'action : interventions dans les médias, développement d'un site internet, participations et organisations de colloques, rédaction de brochures...

II/ Un positionnement politique général clairement d'extrême-droite

Les dirigeants du collectif Racine ne manquent jamais de rappeler qu'ils viennent de la gauche et en particulier du courant Chevènement (comme Florian Philippot), insistant donc sur la force de leurs convictions républicaines, largement partagées dans le milieu enseignant. On peut ajouter que le président du Collectif, Yannick Jaffré, fut longtemps adhérent à la fédération FO de l'enseignement. Pourtant, à les lire, leur conception de la République semble bien curieuse, même au regard du discours de l'ancien ministre de l'Éducation Nationale, surtout qu'ils ont fait leurs grandes thématiques du discours frontiste.

Dans son discours de candidat aux Municipales, Alain Avello passe ainsi rapidement sur la République alors que, comme nous allons le voir, il consacre de longs développements à la Nation. La République est juste « la forme politique moderne de la France » c'est-à-dire une donnée de l'Histoire que l'on est obligé d'assumer, elle n'est pas un projet. D'autant, qu'elle n'est admissible que parce que en elle « s'est perpétuée cette glorieuse histoire qui, de Clovis à de Gaulle, a fait sa grandeur ». Autrement dit, la République n'est acceptable que dans la mesure où elle assure la perpétuation de la Nation.

Dans son dialogue amical avec un représentant pur et dur de l'école libre, Yannick Jaffré est encore plus clair et fait une comparaison à double sens : « nous voyons bien qu'aujourd'hui la république n'est plus dans la république comme il arrive aux catholiques exigeants, je crois, de déplorer parfois que l'Église ne soit plus tout à fait dans l'Église ». D'une certaine façon, intégristes de toutes les idéologies unissez-vous ! Mais cet intégrisme républicain ressemble beaucoup au nationalisme de Maurras (à noter que le président du collectif Racine parvient à citer le nom de Maurras dans un passage où il explique à son interlocuteur catho intégriste qu'il ne faut pas désespérer de la République!) et à sa distinction entre le pays légal et le pays réel. Sauf que la République réelle de Yannick Jaffré sonne curieusement lorsqu'il cite Charles Péguy qui voyait dans la république « notre royaume de France ». La République du collectif Racine, comme celle de Marine Le Pen, est en réalité une république coupée de ses racines révolutionnaires. D'ailleurs, lorsque le président du collectif Racine parle des valeurs républicaines, il est incapable de citer la liberté, l'égalité et la fraternité pas plus que la Déclaration des droits de l'Homme de 1789 et les valeurs que doit diffuser l'école sont uniquement pour lui celles de l'instruction...et de la patrie.

De toute façon, la nation est bien le concept central des dirigeants du collectif Racine. Ainsi, Alain Avello y insiste dans toute la première partie de son discours. Pour lui, le peuple trouve son unité dans la nation. Sa conception de cette dernière se fonde sur un double refus, celui d'une nation fermée sur elle-même mais également celui d'une nation comme addition de communautés, conception qualifiée d'anglo-saxonne. Ni repli identitaire, ni société inclusive. On s'attendrait à ce qu'en bon républicain il définisse la nation comme communauté de citoyens partageant les mêmes droits et devoirs. Mais non, sa conception, « celle qu'au Front National et au Rassemblement Bleu Marine, nous portons, est fondée sur le principe et l'exigence d'assimilation ». La nationalité s'hérite (droit du sang) mais elle peut aussi se mériter. Pour cela, il faut s'approprier son « glorieux passé », « qu'on se reconnaisse dans les valeurs nationales ». Non seulement, cela revient à nier le droit du

sol mais Alain Avello ne dit surtout pas ce que sont les « valeurs universelles » que doit faire siennes celui ou celle qui veut devenir Français. Comme son collègue Jaffré, comme le Front National de toujours, l'étranger doit renoncer à toute son identité : selon lui, la France s'est faite par « unification et même uniformisation », l'État, celui des Rois comme la République et l'Empire étant l'agent essentiel de ce processus d'uniformisation. Est-il besoin de répéter que ce discours repose à la base sur une confusion entre communautarisme et multiculturalisme ? Que s'il dit rejeter une conception raciste de la nation (fondée « biologiquement »), c'est pour en défendre une vision essentialiste de type culturaliste également porteuse d'exclusion.

Mais Alain Avello a également fait sienne la dimension populiste de l'idéologie du FN : il y a eu et il y a « trahison du peuple par les élites ». Mais il y a plus grave : l'élite masquerait cette trahison par une stratégie d'enfumage (mise en avant de faux problèmes comme le droit au mariage pour tous), faisant des media ses complices, et par le maintien d'un « système politique pseudo-démocratique », fondé sur le clivage droite-gauche qui ne correspondrait plus au clivage réel et vivant au sein du peuple, le clivage entre patriotes et mondialistes. Comme chez son président, on retrouve chez Avello une délégitimation radicale de ce qu'on pourrait nommer la République légale par opposition à une République réelle fondée sur la relation directe entre le (la) Chef et le Peuple, discours qui fait écho à la culture politique d'extrême-droite la plus enracinée dans notre pays. Rajoutons que cette représentation de la réalité n'est pas non plus sans faire écho à une thématique du complot...

En conclusion, il apparaît clairement que les dirigeants du collectif Racine n'ont plus rien à voir avec le modèle républicain français mais qu'ils ont fait leur le national-populisme de la droite révolutionnaire dont relève toujours le FN de Marine Le Pen.

III/ Une conception réactionnaire et politique de l'école

Dans sa tribune fondatrice, le collectif Racine analysait la situation de l'école comme étant « en grand péril » causé par Mai 68, des « théories pédagogiques aberrantes » et « les dogmes euromondialistes ». Il s'agissait donc, non de refonder l'école, mais de la redresser (sans doute par référence aux maisons de redressement de sinistre mémoire) en redéfinissant ses contenus et pratiques, en réaffirmant la primauté des disciplines, en repensant la différenciation des filières et les paliers d'orientation, en luttant contre la violence scolaire et, enfin, en rétablissant la souveraineté de l'État.

Le président du collectif Racine a récemment (le 9 février 2014) précisé ces points dans un débat à Lyon « face » à Jean-Noël Dumont, un philosophe catholique proche de Monseigneur Barbarin et patron d'un organisme de formation catholique, le Collège Supérieur. On allait voir ce que l'on allait voir sur la laïcité ! Mais les propos tenus par Yannick Jaffré permettent surtout d'apprécier ce qui a changé dans le discours du FN sur l'école.

1/Une conception totalitaire de l'école

En effet, le président du collectif Racine a passé l'essentiel de son temps à dire à quel point il partageait avec son « contradicteur » la même idéologie scolaire, la même hostilité à la refondation de l'école façon Vincent Peillon. Mais, à la fin de son intervention, il a fait part d'un désaccord de fond : il ne partage pas la thèse selon laquelle il faut libérer l'enseignement de la tutelle de l'État et il croit à un possible redressement de l'école publique. On verra que ce redressement est purement réactionnaire mais il faut également acter que le collectif Racine ne partage pas ce qui a été longtemps (jusqu'en 2002) une position fondamentale de l'extrême-droite française. Cette dernière, soit parce qu'elle était profondément liée à l'Église catholique, soit parce qu'elle rejetait radicalement la République a longtemps voulu détruire l'école publique, conçue comme un monstre

totalitaire républicain voulant prendre le contrôle, par la pédagogie, de l'esprit des enfants, les arrachant à la Famille et à l'Église. La proposition d'un chèque éducation, donné par l'État aux Familles en leur laissant le choix entre l'école publique et l'école catholique, était le vecteur de cette destruction de l'école publique. Cette ligne a été abandonnée par le FN en 2011-2012 sous la direction de Marine Le Pen et Louis Alliot.

Cependant, il est intéressant d'examiner l'argumentation qui justifie cet abandon qui a été très (trop ?) vite interprétée comme un tournant républicain du FN. Yannick Jaffré pose d'abord que cette position faisait référence à une conception libérale de l'État, d'ailleurs compatible avec le communautarisme. Il met d'ailleurs en garde son interlocuteur : « Les catholiques, en effet, ne seraient pas les seuls bénéficiaires du chèque éducation, mais aussi les musulmans, nombreux, les juifs, déterminés, les évangéliques, activistes ». Plus profondément, la généralisation du hors contrat est irrecevable car elle porterait atteinte au « socle national ». On est donc renvoyé au primat de la nation française dont l'État est le garant de l'unité.

Mais Yannick Jaffré va encore plus loin. S'inspirant du philosophe nazi Carl Schmitt, il défend l'idée que l'instruction relève de l'État et non de la Famille (que cette dernière délèguerait à l'enseignement catholique) c'est-à-dire doit être pensée « d'après la distinction entre l'ami et l'ennemi ». Autrement dit, l'enseignement privé, fondamentalement, ne convient pas car il peut aussi bien être investi par l'ami (l'Église catholique) que par l'ennemi (les écoles musulmanes ou juives). Loin d'amollir l'idéologie du Front National, l'argumentation du président du collectif Racine contre le chèque éducatif représente plutôt une nette radicalisation, d'autant que la distinction ami/ennemi est à appliquer à l'intérieur de l'école publique comme il va le montrer dans sa brochure consacrée aux élections municipales !

Pourtant, en même temps, Yannick Jaffré est compréhensif à l'égard de son interlocuteur : la démarche du hors contrat « procède d'un réflexe conservatoire, quasi-survivaliste, que provoque chez certains catholiques l'hostilité qui les entoure ». Et il ajoute un élément qui renvoie à l'identité nationale qui remet les pendules à l'heure par rapport à un soi-disant positionnement républicain et laïc du Collectif comme de Marine Le Pen : « Car c'est bien aussi, à travers la question de l'école, du catholicisme qu'il s'agit entre nous, aujourd'hui, et de son lien spécial, électif avec la France. Et je le dis avec force, il est de l'intérêt de la nation que le catholicisme vive, parce que le catholicisme, c'est la France ». Et si, cependant, le catholicisme doit composer avec l'humanisme gréco-romain, il ne peut être question d'adopter la même attitude vis-à-vis de l'islam. Pour preuve, alors qu'il salue la puissante mobilisation des catholiques contre la loi Taubira, il note que les musulmans se sont faiblement investis alors que l'occasion historique était donnée pour la formation d'un « front des croyants ». Les musulmans auraient-ils laissé passer, à l'exception de ceux qui comme Camel Bechikh sont déjà proches du FN, une occasion de devenir de bons Français ?

Cette compréhension amène le président du collectif Racine à défendre le statut-quo dans les relations entre l'État et l'Église catholique dans le domaine scolaire. Mais ce positionnement tactique, très peu laïc et républicain, ne doit surtout pas cacher le positionnement idéologique de fond de Yannick Jaffré en faveur d'une école d'État pensée sur le modèle nazi et non sur celui mis en place par Ferry et Buisson (il reconnaît d'ailleurs sur le mode de la confiance qu'il n'éprouve aucune sympathie pour le premier qu'il accuse à tort d'être responsable du massacre des Communards le confondant avec Thiers !).

2/Une conception réactionnaire de l'école

Yannick Jaffré et le Collectif Racine privilégient donc une problématique de redressement de l'école publique. C'est que celle-ci doit être sauvée pour le bien de la Nation. Elle n'est donc plus le monstre à abattre. Ce positionnement a pour conséquence un déplacement du discours de l'extrême-

droite sur l'école : la pédagogie, le laxisme moral et la violence, la « dénationalisation » de l'école, l'égalitarisme et la dévalorisation des disciplines ne sont plus des maux définissant l'essence même de l'école publique mais au contraire visent à la détruire ! Et l'origine de ces maux est connue : Mai 68. L'intérêt de cette thèse pour le FN est qu'elle est largement partagée au delà de ses rangs, à droite voire à gauche au point d'être en passe de devenir un lieu commun. Il faut en souligner tout l'intérêt pour Marine Le Pen dans son affrontement avec Nicolas Sarkozy : elle créait une connivence avec l'électorat de droite travaillé par cette thèse que le Président sortant a avancé bien avant la candidate frontiste tout en permettant à cette dernière de le tacler sévèrement pour n'avoir pas su rompre, une fois arrivé au pouvoir, avec cette école soixante-huitarde !

Nous voudrions faire quelques remarques sur la manière dont Yannick Jaffré argumente cette thèse sachant que sa déconstruction nécessiterait tout un livre... Pour aller à l'essentiel, et en nous appuyant sur les travaux d'Antoine Prost, nous dirons que Mai 68 est pensé comme péché originel pour cacher le fait que c'est le général de Gaulle, nouveau héros du FN mariniste (au grand dam des anciens !), qui a mis fin à l'école de Jules Ferry et que c'est sous sa présidence que s'amorcent largement des évolutions qui seront poursuivies sous les Présidences suivantes. Il en est d'ailleurs de l'histoire de l'école comme de celle des femmes : les transformations sociales comme les impulsions du politique sont largement antérieures au « joli mois de Mai » qui a joué un rôle d'accélérateur en réalisant une prise de conscience...

A/ Cette remarque est particulièrement valable concernant la première dimension de « l'abaissement » de l'école selon Jaffré, à savoir le « pédagogisme ». Les « criminels » ici sont connus ; ils s'appellent Freinet, Decroly et Montessori. Sauf que leurs travaux sont bien antérieurs à Mai 68 et s'enracinent dans des problématiques qui ont peu à voir avec l'idéologie « libérale-libertaire » qui dominerait aujourd'hui l'école. On notera aussi le peu de cas que Yannick Jaffré fait de la psychologie qui ne doit pas être pour lui une science, même humaine (les pédagogues nommés plus haut s'appuient sur des « théories psychologiques précaires »). En fait, selon lui, l'apport des sciences humaines a dénaturé l'acte d'enseigner en cherchant à le penser, ce qui est une thèse un peu paradoxale pour quelqu'un dont philosopher est la profession... Reste que ces méthodes pédagogiques, dont la diffusion réelle au sein de l'école a connu des flux et des reflux que Yannick Jaffré veut ignorer, seraient responsables de l'appauvrissement des programmes... qui restent tout de même les plus lourds parmi tous ceux en vigueur dans les pays de l'OCDE ! Cela n'empêche pas le président du collectif Racine d'afficher un dogmatisme pédagogique absolu qui consiste à s'en tenir aux méthodes en vigueur dans les années 50, méthodes certifiées par la philosophie (la science absolue !) de Socrate à Alain en passant par Descartes, rien que ça ! Ce sera donc méthode syllabique pour tout le monde en primaire et la dissertation pour tous au lycée (et même au collège) ainsi que la fin de tout enseignement interdisciplinaire. Si la confusion doit être rejetée en pédagogie comme en toute chose, il peut sembler plus raisonnable, face à la diversité des élèves, de laisser libre cours à la recherche et à l'expérimentation (avec la nécessité d'évaluer régulièrement les approches mises en place) en cette matière. Il est de toute façon inquiétant de voir un idéologue et militant, qui plus est disciple de Carl Schmitt (en pédagogie aussi il y aurait visiblement des amis et des ennemis), vouloir imposer aux enseignants les méthodes qu'ils utilisent dans leurs classes.

B/ Yannick Jaffré ne veut pas voir non plus que les origines du collège unique remontent, au moins, jusqu'aux années 60. Comme le FN depuis toujours, il le déteste et s'engage à le supprimer ! Il a eu pour conséquence que le baccalauréat a perdu sa « valeur sélective », « à force d'engorger les filières générales ». On est là dans le déni du réel puisque depuis une vingtaine d'années la proportion de bacheliers généraux est stable, la progression du nombre de bacheliers s'expliquant par le développement des bacs professionnels. On sait par ailleurs à quel point la filière littéraire est engorgée ! On sait moins par contre que les bacheliers qui échouent massivement à l'Université sont ceux issus des séries professionnelles. L'orientation des lycéens est donc à repenser mais l'idée selon laquelle il y aurait aujourd'hui trop de bacheliers généraux renvoie à une vieille peur bourgeoise,

celle de l'intellectuel prolétarisé révolutionnaire, encore très forte dans les années trente mais qui disparaît complètement avec les Trente Glorieuses lorsque l'État gaulliste prend conscience que la France manque de cadres et donc d'étudiants...ce qui est encore vrai aujourd'hui. Clairement, la massification de l'enseignement secondaire fait peur au président du collectif Racine pour qui la culture doit rester l'affaire d'une élite dont il a la chance de faire partie, du moins le croit-il, élitisme qui permet une connivence entre le maître et l'élève qui dispense le premier de toute recherche pédagogique. La boucle est bouclée !

Il faut reconnaître tout de même qu'il a une solution à son faux problème : beaucoup d'élèves en filière générale au lycée « gagneraient à se professionnaliser plus tôt ». Et le collectif Racine de proposer l'apprentissage dès 14 ans pour ceux et celles qui ne peuvent suivre l'enseignement général. En accompagnant cette solution d'une belle chanson, déjà entonnée par Marine Le Pen : il faut « revaloriser réellement les filières professionnelles. C'est pour nous la mère des batailles ». Et de proposer la création « d'une grande école des métiers, avec classes préparatoires », s'il vous plaît, « pour y attirer certains des meilleurs élèves ». On croit rêver. On nage surtout en pleine contradiction. Car Yannick Jaffré ne peut pas expliquer à la fois que l'enseignement professionnel doit accueillir ceux et celles qui ne peuvent pas suivre l'enseignement général, donc les élèves les moins bons scolairement, et en même temps une partie des meilleurs. On voit mal pourquoi les seconds (et surtout leurs parents) voudraient rejoindre les premiers dans des filières posées à priori comme n'étant pas des filières d'excellence. On peut ajouter que ce dont parle Yannick Jaffré existe déjà et que cela s'appelle des écoles d'ingénieurs ! Enfin, c'est ne pas voir que derrière l'école il y a le marché du travail et la hiérarchie des salaires sur lesquels le FN comme le collectif Racine ne proposent rien. Pour valoriser l'enseignement professionnel, il faudrait commencer par cesser d'en faire un enseignement de la relégation. Cela renvoie à une problématique de l'orientation en collège reposant sur la construction d'un projet d'étude et professionnel par chaque élève (dont les résultats scolaires ne seraient qu'un paramètre) renvoyant à une orientation par le choix plutôt que par l'échec. Il faudrait également concevoir des diplômes professionnels pas trop spécialisés et faisant leur part aux matières d'enseignement général, conditions d'un prolongement des études professionnelles (en BTS et IUT par exemple) devant former les ouvriers très qualifiés et les techniciens dont les entreprises manquent cruellement. Tout cela est totalement contradictoire avec le fait d'enfermer un jeune dès 14 ans dans un apprentissage qui le rend trop dépendant du patronat et plus généralement avec la conception générale de l'école du collectif Racine, centrée sur les savoirs abstraits et non sur l'élève. Rappelons enfin que ce discours valorisant l'enseignement professionnel est un lieu commun du discours de la droite la plus réactionnaire dans les années 30 et 40, l'hypocrisie en moins ; les Jaffré de l'époque avouant sans fard que cet enseignement plein de merveilleuses qualités était destiné aux classes populaires incapables d'assimiler la belle culture humaniste. Il est vrai qu'à l'époque il y avait deux réseaux scolaires rigoureusement distincts et clivés socialement en lieu et place du satané collège unique ! Là encore, la boucle est bouclée !

C/ Enfin, selon Yannick Jaffré, l'école publique est abaissée par le laxisme moral qui y règne, due à la progression en son sein de « l'individualisme libéral-libertaire » et du communautarisme (en lien avec l'immigration et non plus Mai 68). Cela se traduit par la dévalorisation de l'histoire de France dont l'enseignement était pourtant porteur des valeurs communes à la Nation, valeurs issues de « la pudeur catholique », de la « rigueur républicaine », et des « vertus ouvrières ». On a du mal à comprendre la « pudeur catholique » au regard de la révocation de l'Édit de Nantes mais par contre on peut rapprocher la « rigueur républicaine » de Yannick Jaffré de l'analyse d'Alain Avello sur l'action uniformisante de la III^e République. Enfin, il est dommage que Yannick Jaffré ne développe pas sur ce qu'il entend par « vertus ouvrières ». Gageons toutefois que l'on n'y retrouvera pas les valeurs d'égalité, de solidarité, de justice et de combat !

Avant de clore son diagnostic sur la théorie du genre, sur lequel nous reviendrons, Yannick Jaffré avance une thèse à la formulation alambiquée mais riche de sens. Il écrit : « Or le cours actuel des

choses fait plutôt passer la société du cycle du don énoncé par Mauss, « donner, recevoir, rendre », à l'anti-morale du courtisan formulée par Beaumarchais, « recevoir, prendre et demander », sous des formes moins raffinées ». Ce passage nous suggère deux observations. D'abord, on voit que Jaffré assimile les demandes des citoyens à celles de courtisans, qui réclamaient, eux, des pensions et des privilèges, alors même que la Constitution a reconnu le droit à l'éducation comme un devoir pour l'État en reprenant le préambule de 1946. Visiblement, la République de Yannick Jaffré n'aime pas les droits sociaux qui ont été consacrés juridiquement dans la foulée de la défaite du fascisme et qui peuvent servir de fondement à des revendications légitimes adressées à l'État pour que ce dernier fasse entrer les principes républicains dans le réel. Ensuite, et surtout, il semble qu'il faut rapprocher la formule que veut restaurer Jaffré (« donner, recevoir, rendre ») de sa conception schmitienne de l'instruction et qu'il faut la lire de la manière suivante : l'individu doit se donner à l'État dont il reçoit l'instruction et à qui il devra rendre ce qu'il a appris. Si Yannick Jaffré n'aime pas les courtisans c'est qu'il préfère les sujets ! Comme il l'avoue lui-même (voir la référence à Péguy) sa république a une marque monarchique et autoritaire.

Reste que du diagnostic se déduit facilement le traitement de la malade pour ce qui concerne les valeurs : « Elles doivent prioritairement être celles de l'instruction : vertu de patience, d'effort, d'attention, respect du savoir et des maîtres. Elles doivent aussi être celles de la patrie ». Et de préciser : « Ici, les savoirs et les valeurs se recourent ». On retrouve là des valeurs de la droite la plus traditionnelle, la radicalisation portant sur l'intrication entre ces valeurs et les savoirs dispensés qui doivent les intégrer. C'est une thématique classique de l'extrême-droite depuis toujours qui fait que les enseignements de la littérature, de l'histoire et de la géographie devront être axés sur la glorification de la nation française, loin de toute world history aussi mauvaise, paraît-il, que la world music. Et Yannick Jaffré de terminer sur ce point par une référence à Jules Ferry, finalement pas si mauvais que cela, sur la nécessité pour les enseignants de diffuser une morale de bon père de famille !

Il n'y a là rien de neuf sinon que le collectif Racine et Marine Le Pen refusent de considérer que l'école publique est en opposition par essence à ces valeurs (d'où la référence à Ferry) comme l'a longtemps pensé l'extrême-droite française. Au contraire, pour eux, ces valeurs lui sont consubstantielles mais sont menacées de destruction depuis 50 ans par l'idéologie libérale-libertaire et le communautarisme, agents du mondialisme qui veut détruire la France comme les autres nations. Ce n'est pas qu'un détail car par là, ils refusent un discours apocalyptique, axé sur la notion de décadence, très prégnant à l'extrême-droite, en particulier dans le courant national-catholique issu de la tradition contre-révolutionnaire. Au contraire, il y a chez eux la conviction que les jeux ne sont pas faits, que l'évolution globale de la société va dans le sens de leurs solutions les autorisant à un optimisme de la volonté. Les autorisant aussi à penser qu'ils peuvent arriver au pouvoir dans le cadre du système... Cependant, l'examen de certaines prises de position du Collectif sur des problèmes concrets de l'Éducation Nationale montre un défaut de cohérence par rapport à leur positionnement doctrinal comme avec la ligne de Marine Le Pen qui leur enlève de la crédibilité. Nous allons prendre quelques exemples.

IV/ L'antisémitisme pose-t-il problème au collectif Racine ?

Nous n'allons pas reprendre ici tous les tenants et aboutissants de l'affaire Dieudonné mais il nous apparaît clairement que si Manuel Valls n'a pas choisi la bonne solution sa prise de position a favorisé la prise de conscience par la société d'une montée d'un nouvel antisémitisme dans notre pays.

Or, visiblement, cela n'a pas atteint le Collectif Racine. Ce dernier est intervenu directement sur la question par un communiqué de presse du 16 janvier 2014 dénonçant l'exclusion de deux élèves du lycée Rosa Parks à Montgeron dans l'Essonne qui s'étaient pris en photo effectuant une quenelle. Ce

qu'on lit dans ce communiqué est proprement stupéfiant.

Le collectif Racine trouve d'abord que la sanction est exorbitante. En effet, la quenelle serait un geste sans signification sauf pour « certains esprits perturbés de la Licra et du Crif » osant l'assimiler à un salut nazi inversé ! Or, non seulement pour certains, comme Alain Soral effectuant le geste à Berlin devant le mémorial de la Shoah, ce geste a clairement un sens antisémite mais on peut ajouter qu'à l'époque où les deux jeunes l'ont effectué le débat sur cette signification était devenu public ce qui réduit fortement leur innocence c'est-à-dire le fait qu'ils aient commis le geste simplement par esprit anti-système et encore moins « potache » comme veut le faire croire le collectif Racine. Mais, évidemment, ce qui interroge le plus dans ce communiqué, c'est la caractérisation donnée à la Licra et au Crif, qui ne renvoie pas à l'antisémitisme de ces deux jeunes mais plutôt à celui du collectif Racine lui-même !

Va dans le même sens le jugement sur le gouvernement que le collectif déduit de cette affaire : il serait sur « une pente orwellienne », s'engagerait « dans des démarches liberticides ». Surtout, le Collectif ose déclarer qu'il faut s'inquiéter « d'une dérive qui nous ramène aux « heures-les-plus-sombres-de-notre-histoire » (pour reprendre une expression chère aux bien-pensants) ». On est là dans une parfaite rhétorique d'extrême-droite (avec le retournement de l'accusation de totalitarisme, la prise de position anti-système avec la référence aux bien-pensants) avec relent négationniste à la clé puisque l'exclusion de ces élèves pour un soi-disant geste banal ne peut rappeler pour le Collectif que l'exclusion des élèves juifs pendant la dernière guerre ! On pourrait se poser la question de savoir qui se couvre de ridicule si l'enjeu de l'affaire, mineure en elle-même, n'était grave en raison de ce qu'elle signifie sur le climat idéologique qui règne actuellement dans ce pays.

Dans la même logique on notera que pour le Collectif, Dieudonné n'est toujours qu'un humoriste. Le communiqué est d'ailleurs muet sur le contexte général de l'exclusion des deux élèves : rien sur les saillies antisémites que l'on peut entendre dans les spectacles et les vidéos de celui qui sait si bien s'enrichir sur le dos de ses fans au mépris total de la loi et des décisions de justice !

Notant que l'enseignante qui a porté plainte contre les deux jeunes est (ou a été) membre de l'organisation de Nicolas Dupont-Aignan, Debout la République, le communiqué ajoute que chacun pourra se faire une idée précise de ce que les uns et les autres placent sous le nom de « république ». On ne le lui fait pas dire ! L'insensibilité, pour le moins, à l'actuelle montée de l'antisémitisme dans notre pays, la volonté de se démarquer du courant gaullo-souverainiste interroge fortement sur la nature idéologique du Collectif. De la part de gens qui passent leur temps à dire qu'ils étaient de gauche et souverainistes, que jamais ils n'auraient adhéré au FN de Jean-Marie Le Pen trop raciste et antisémite, on se serait attendu à une prise de position inverse, plus en phase avec la ligne souverainiste intégrale de Marine Le Pen qui consiste, par exemple, à se rapprocher de la communauté juive française et d'Israël. Mais il est vrai que dans cette affaire Marine Le Pen a plutôt cherché à couvrir celui dont une des filles a Jean Marie Le Pen pour parrain... La défense des intérêts de la famille est à la base du lepénisme !

V/ Une hostilité à la « théorie du genre » faussement raisonnable

Fondamentalement, le collectif Racine est hostile à la diffusion des études de genre dans l'école car, selon Yannick Jaffré, l'objet de ces études est en rapport avec l'éducation et non l'instruction. Or, pour lui, si l'instruction est du ressort de l'école, l'éducation relève par contre des parents. On peut ajouter que pour le président du collectif Racine l'école n'a pas à prendre en compte les déterminations des élèves qu'elles soient de race, de sexe... car l'enseignant s'adresse à l'élève en soi pour l'élever. L'école du collectif Racine, si elle devait exister un jour, ne parlerait donc pas d'égalité femme-homme ni d'éducation sexuelle ni de lutte contre les discriminations.

C'est cette position qu'Alain Avello a rappelée dans un communiqué de presse du 31 janvier 2014, faisant suite à la journée de retrait de l'école lancée par les réseaux catholiques intégristes et d'Égalité et Réconciliation (Soral). Il y précise que si l'école prend en charge l'éducatif c'est sous la pression de lobbies défendant des intérêts particuliers. Il voit dans la réussite relative de la journée de retrait de fin janvier « une crise de confiance sans précédent à l'égard de l'École de la République » dont il rend responsable le gouvernement en place, complice des lobbies communautaristes.

Cependant, plus de la moitié du communiqué ainsi que le dessin qui l'accompagne sont consacrés à la critique de ceux et celles qui ont lancé la journée de retrait de l'école, accusés d'être animés par des « obsessions complotistes » et d'être possédés par les « plus délirants des fantasmes ». Un trait d'égalité est posé entre eux et ceux qui diffusent l'enseignement de la « théorie du genre » et le gouvernement, Avello n'hésitant pas d'ailleurs à en rajouter lui-même dans le complotisme en suggérant que les uns et les autres sont de mèche pour que l'on ne parle pas des vrais problèmes !

Cette position « équilibrée » doit être bien comprise. Il n'est visiblement pas question pour le collectif Racine de soutenir ceux qui contestent sur le fond la légitimité non tant de la République mais de l'État à contrôler l'instruction, même si cette contestation peut être comprise dans la mesure où l'école quitte sa mission d'instruction pour se mêler d'éducation..

On retrouve le même positionnement concernant la possibilité donnée aux parents de faire chez eux l'instruction à leurs enfants dans un cadre négocié avec l'Éducation Nationale. En décembre 2013, des sénateurs UMP ont proposé de restreindre cette possibilité, dénonçant, à juste titre à notre avis, le risque de dérive sectaire. Cette proposition a aussitôt suscité des réactions hostiles dans les blogosphères catholiques et musulmanes. Le collectif Racine a alors sorti un communiqué pour dire qu'il comprenait ces réactions vu la crise de l'école publique mais en précisant aussitôt que si l'école était redressée dans le sens qu'il souhaite, les parents n'auraient plus besoin de faire l'école chez eux à leurs enfants !

Cependant, le collectif Racine ne manifeste pas toujours une telle cohérence comme le prouve sa petite brochure consacrée aux Municipales et écrite par son président, Yannick Jaffré.

VI/ Le collectif Racine est-il favorable au retour à l'école des notables ?

Dans son texte fondateur intitulé « Pour le redressement de l'école », le Collectif Racine écrivait en mai 2013 que « la cause nationale que représente le redressement de l'École exige enfin que l'État soit pleinement rétabli dans sa souveraineté ». Un peu plus loin le texte précisait même qu'« une recentralisation de l'administration de l'Éducation Nationale s'impose ». Comme l'on sait que l'Éducation Nationale a connu depuis une trentaine d'années un double processus de déconcentration-décentralisation, le Collectif manifestait ainsi clairement son opposition à ce double processus.

Or, le texte qu'il vient de sortir sur les Municipales va dans un sens opposé ! Il suggère en effet aux futurs maires frontistes d'investir politiquement un certain nombre de compétences et pour cela avance quelques propositions.

Ainsi, selon le Collectif, la réforme des rythmes scolaires dans le Primaire initiée par Vincent Peillon aurait brouillé le cadre juridique du recrutement des intervenants extérieurs prenant en charge les activités péri-scolaires, qui donnait cette responsabilité jusqu'à présent à l'Inspecteur de l'Éducation Nationale, laissant la possibilité aux maires de procéder à des agréments de fait. Les maires devraient en profiter pour « étendre leur droit de regard sur le champ péri-scolaire » et le Collectif leur propose « d'exercer un contrôle attentif et rigoureux des personnels appelés devant

nos enfants... à concentrer leurs interventions sur les savoirs fondamentaux, à allouer dans cet esprit une partie des heures périscolaires à l'étude accompagnée... ». Ce faisant, le Collectif Racine fait complètement fausse route car le recrutement des animateurs des activités péri-éducatives en milieu scolaire a toujours été le fait des municipalités qui, souvent, délèguent l'opération à des associations. Ce recrutement n'a jamais été supervisé par l'Éducation Nationale. Mais ce manque de connaissance sur le fonctionnement de l'école primaire, qui dénote une relative incompétence, ne doit pas cacher la logique politique à l'œuvre dans cette brochure, à savoir une volonté de contrôler politiquement ce qui se fait dans le cadre scolaire. On mesure ici concrètement le danger si le FN parvient à conquérir des mairies dans quelques semaines.

D'autre part, le collectif Racine encourage les futurs maires frontistes à contrôler les sorties scolaires proposées aux élèves alors qu'il reconnaît lui-même qu'actuellement les maires laissent la responsabilité du contenu des sorties, même lorsqu'ils les financent, aux enseignants. On avait pourtant cru comprendre que le collectif Racine voulait recentrer l'école sur les savoirs et que c'était une manière de restaurer l'autorité des enseignants en redonnant à ce métier toute sa noblesse. Que nenni ! Un maire sait mieux qu'un enseignant ce que doit être le contenu pédagogique d'une sortie !! Il est vrai que là encore il y a aura concertation...

Enfin, le texte encourage les maires à un contrôle strict de la restauration scolaire. Ce contrôle ne devra plus être seulement sanitaire mais idéologique par prise en compte de la laïcité. Il s'agit de refuser tout produit certifié hallal « mais aussi kasher », la certification servant à financer un culte. Plus largement il s'agit de refuser « une dérive communautariste larvée » dont on observera, comme d'habitude au FN, qu'elle ne concerne que les communautés musulmane et juive.

Le contenu de cette brochure est contradictoire, nous l'avons dit, avec le discours généralement centralisateur du collectif Racine. On a l'impression qu'il veut faire revenir l'école primaire au stade antérieur à l'affirmation de l'administration de l'Éducation Nationale qui date de la fin du 19^e siècle lorsque les instituteurs commencent à relever quasi exclusivement d'inspecteurs du Ministère et non plus du pouvoir local que ce soit celui du curé ..ou du maire ! Et il passe sous silence le fait que les instituteurs ont toujours mal supporté cette tutelle des maires contre laquelle ils ont en partie construit leur identité professionnelle !

Par contre, et c'est ce qu'il faut véritablement comprendre, le contenu de cette brochure est en parfaite cohérence avec la thèse la plus forte avancée par le président du collectif Racine, à savoir que l'instruction doit être pensée dans un cadre schmittien sur le modèle ami/ennemi. En effet, fondamentalement, il s'agit de refuser les interventions péri-scolaires qui portent une « empreinte idéologique » la brochure citant, significativement : « initiation au djembé, éducation à la tolérance sexuelle sur fond de « théorie du genre », apprentissage de la « diversité culturelle » éloignant nos enfants de leur héritage français ». De même, il s'agit de contrôler les sorties scolaires car « il arrive là encore que les thèmes choisis manifestent des orientations idéologiques contestables ». Enfin, on l'a dit, et c'est plus connu, la défense de la laïcité par le FN cache (mal) un rejet profond de l'islam et des musulmans, voire des juifs.

Conclusion

A sa naissance, en adhérant au Rassemblement Bleu Marine plutôt qu'au Front National, en mettant en avant l'origine chevènementiste et donc républicaine de nombre de ses fondateurs, le collectif Racine a voulu donner de lui-même une image lisse, presque consensuelle : Ses fondateurs n'avaient pas changé d'idées et ne se rapprochaient de Marine Le Pen que par un opportunisme de bon aloi, pensant après l'échec de Chevènement en 2002 que seule la présidente du FN, malgré tous les défauts extrémistes de son parti, pourrait faire passer dans le réel leurs idées.

L'examen du positionnement idéologique du collectif Racine et de ses prises de position sur des problèmes concrets en dessine un tout autre visage. L'affichage républicain jacobin est une fiction qui cache la nature idéologique profonde du collectif Racine qui est à rechercher plutôt du côté du national-socialisme. La référence à Carl Schmitt, la conception de l'instruction comme « droit politique », l'application de cette conception au niveau municipal en attendant de pouvoir la porter au niveau national en 2017 vont dans ce sens. De même, on observera que si le collectif reprend le discours islamophobe du FN, il y ajoute des attaques contre la communauté juive en faisant un silence total sur l'actuelle montée du discours antisémite.

Les idées de ce collectif sont donc à combattre de manière implacable par les enseignants et leurs organisations syndicales car elles sont en elles-mêmes particulièrement dangereuses. Pour autant, séduisent-elles le milieu enseignant ? C'est encore difficile à dire. A son apogée à la fin des années 90, juste avant la scission mégrétiste, le Mouvement pour une Éducation Nationale, lié au FN, comptait environ 2000 adhérents qui pouvaient être soit des parents d'élèves, soit des enseignants. Aujourd'hui, le collectif Racine, qui se conçoit comme un collectif purement enseignant, compte environ 500 adhérents (à partir d'une trentaine au printemps 2013). Mais plusieurs milliers de personnes se sont connectées au site du collectif qui compte environ 1500 « amis » sur Facebook. Par rapport à l'ensemble du milieu enseignant (la France compte près d'un million d'enseignants), le collectif Racine représente donc encore un courant marginal... mais qui peut se développer. Ce qui signifie que, plus que jamais, la plus grande vigilance est nécessaire quant à la diffusion des idées fascistes au sein de ce milieu. D'autant qu'il est traversé par la crise que l'école publique française connaît depuis le milieu des années 90, crise qui offre un terrain favorable à tous les courants nostalgiques et réactionnaires, voire même fascistes.